



# Investissement responsable : Alter Equity rallie des entrepreneurs et la CFDT

● Fanny Picard, ex-responsable des opérations financières de Wendel, veut intéresser personnellement les dirigeants au plan de marche extrafinancier.

## CAPITAL- INVESTISSEMENT

Anne Drif  
adrif@lesechos.fr

Fanny Picard sera-t-elle celle qui rendra l'investissement responsable vraiment profitable ? Utilisé souvent comme une martingale marketing pour séduire des investisseurs rétifs à allouer des fonds dans le non-coté, l'investissement socialement responsable se résume encore dans de nombreux cas à de l'habillage de réduction de coûts ou d'économies d'énergie.

L'ex-responsable des opérations financières et membre du comité exécutif de Wendel, passée par Rothschild et la direction des fusions-acquisitions de Danone, choisit, elle, de ne faire ni dans le cosmétique ni dans l'angélisme. Sa récente initiative a convaincu à la fois des financiers (BNP Paribas, Predica...), des entrepreneurs et représentants patronaux, comme Olivier Duha, ancien président de Croissance Plus, mais également syndicaux comme la CFDT, qui y a investi en direct, aux côtés de la région Ile-de-France ou de [Bpifrance](#). Au total, le fonds a obtenu 20 millions d'euros et vise de 30 à 50 millions d'euros.

Alter Equity défend une ligne d'investissement dont, a priori, de nombreux fonds pourraient se prévaloir. « Nous voulons investir d'une

*manière qui soutienne l'intérêt général, en sélectionnant des entreprises ayant un impact positif par leur activité sur l'environnement (recyclage, chimie verte, etc.) ou sur les personnes (éducation, culture, services) », explique Fanny Picard. Ce qui est nouveau, c'est que « nous posons comme condition à notre investissement que l'entreprise s'engage à progresser en termes de responsabilité sociale et environnementale dans sa pratique des affaires ».*

### Actionnaire responsable

Concrètement, les dirigeants d'entreprise devront proposer un plan de développement extrafinancier d'une dizaine de critères et se trouveront directement intéressés au plan de croissance de ces indicateurs sur trois à cinq ans. « Cet investissement ne se substitue pas au système de rémunération variable classique, fondé sur le rendement financier atteint par le fonds, mais s'y ajoute », précise la responsable. S'ils ne parviennent pas à atteindre le rendement net promis (10 %), mais qu'ils respectent leur plan de marche extrafinancier, l'effet cliquet sur leur part variable se déclenche quand même au-delà d'un seuil de rendement net pour le fonds de l'ordre de 5 à 6 %. Une motivation certaine pour les dirigeants, alors que les soubresauts de la crise ont pesé sur les « business plans » initiaux et, donc, sur les perspectives d'enrichissement.



« Le capitalisme contemporain s'est décalé vers la valorisation de l'intérêt des actionnaires. »

**FANNY PICARD**  
Fondatrice d'Alter Equity  
Photo DR

## Les entrepreneurs d'Alter Equity

- **Olivier Duha** ex-président de Croissance Plus, cofondateur de Webhelp.
- **Claude Garnier** cofondateur d'Aforge.
- **Alain Roubach** cofondateur de Léon de Bruxelles.
- **Nicolas Brumelot** cofondateur de Go Voyages.
- **Pierre Deschamps** ex-président d'Unilog.
- **Jean-Louis Trarieux** cofondateur de Momentys.

« Le capitalisme contemporain s'est décalé vers la valorisation de l'intérêt des actionnaires, en y indexant la rémunération des dirigeants, par les stock-options ou

équivalent, analyse Fanny Picard. Ce mode opératoire peut entraîner des biais dans le partage de la valeur avec les autres parties prenantes de l'entreprise que sont les salariés, l'environnement, les clients ou les territoires d'implantation. Le moyen le plus efficace pour prendre en compte l'intérêt de ces autres parties dans la stratégie de l'entreprise est d'intéresser financièrement les dirigeants. C'est un parti pris d'actionnaire responsable. Les Anglo-Saxons parlent de "shared value", par opposition à la "shareholder value". » La thèse a convaincu des financiers. « Ce n'est pas simplement une médaille verte. C'est une pierre vers de nouveaux modèles économiques dans lesquels nous croyons », explique Jérôme Grivet, président de Crédit Agricole Assurances. Reste à convaincre des investisseurs pour les 30 millions restant à lever. ■



Propos recueillis par A. D.

❶ **Pourquoi votre syndicat investit-il dans un fonds ?**

La CFDT dispose de 300 millions d'euros de fonds propres. Nous avons choisi de les gérer activement, en soutenant des PME qui correspondent à nos critères environnementaux, sociaux et de gouvernance, pour les aider à voler de leurs propres ailes et soutenir leur développement. Alter Equity n'est pas non plus n'importe quel fonds. Sa stratégie socialement responsable et sa gouvernance au service d'entreprises naissantes respectent totalement notre vision économique.

❷ **Vous devenez actionnaire, est-ce dans la ligne politique que vous défendez ?**

Nous sommes des actionnaires indirects, qui menons une gestion active de nos placements. Nos fonds sont également investis en actions et en obligations, est-ce pire ? Nous refusons une vision purement lucrative de nos investissements et faisons le choix de l'investissement socialement res-

ponsable. La CFDT préfère irriguer l'économie en aidant des entreprises à se développer. Nous sommes également investis dans un fonds dédié aux pays de l'Est avec qui nous sommes en affinité par nos relations syndicales, notamment en Pologne avec Solidarnosc.

**« Nous sommes aussi investis dans un fonds dédié aux pays de l'Est avec qui nous sommes en affinité par nos relations syndicales. »**

❸ **La CFDT se retrouve au même tour de table que des entrepreneurs. Alter Equity est-il un point de convergence ?**

Si nous voulons progresser en matière de responsabilité sociale des entreprises, il est important d'être présent là où les points de vue se confrontent et peuvent se rapprocher. Nous partageons certainement une vision économique qui est de soutenir notre tissu d'entreprises et, in fine, l'emploi. ■